

# La liberté de la presse et le journalisme climatique face à la crise

## Partage international n° 430 - Juin 2024

par Farhana Haque Rahman

Rome,

Le journalisme est à nouveau en crise. Les défis qui pèsent sur la liberté de la presse<sup>2</sup> sont énormes et ils s'accroissent - dans les sociétés « libres » et ouvertes comme dans les autocraties. Et il n'existe pas de solutions simples. Pour les individus et les médias, la crise est existentielle.

Même si, naturellement, les chiffres varient, on estime qu'environ 100 journalistes et professionnels des médias ont été tués depuis le début de la guerre entre Israël et Gaza en octobre dernier - le pire bilan dans une zone de conflit depuis des décennies, selon le Comité pour la protection des journalistes. D'autres ont été arrêtés, blessés ou portés disparus. Des membres de leurs familles ont également été tués. Certains journalistes pensent, à juste titre, qu'ils sont la cible des forces israéliennes.

Au-delà de la menace pour la vie et l'intégrité physique, des dizaines de milliers d'emplois dans les médias ont été perdus en 2023 et la tendance n'est pas meilleure cette année. Des points de vente entiers ont fermé leurs portes, ou ont été repris et/ou réduits à néant.

Dans notre monde de chaos numérique et de source d'intolérance et de désinformation que sont les médias sociaux, les audiences sont de plus en plus fragilisées tout comme les médias vers lesquels ils choisissent de se tourner. Les robots et les fausses informations générés par IA aggravent toute cette confusion et cette méfiance politisées. Des torrents de futilités, des propos alarmistes subtils et des intimidations à l'ancienne constituent une puissante combinaison d'érosion des libertés et de la démocratie.

La Russie a connu un exode massif de journalistes. Hong Kong n'est plus que l'ombre d'elle-même. Le régime birman tue et emprisonne les journalistes. Aux Etats-Unis de plus en plus polarisés, plus des

deux tiers des Américains selon certains sondages, déclarent ne pas faire confiance à leurs médias. Il existe une excellente couverture de l'information, mais beaucoup de choses passent inaperçues ou sont carrément rejetées. Le quotidien sud-africain *Daily Maverick* a fermé ses portes pendant une journée entière en avril pour attirer l'attention sur la manière dont la défaillance du marché met en danger le journalisme indépendant. « *Sans journalisme, notre démocratie et notre économie s'effondreront* », a déclaré le média.

La manière dont tous ces facteurs très différents se combinent est clairement visible dans la couverture médiatique de la dégradation du climat mondial et des menaces plus larges qui pèsent sur notre environnement. L'environnement n'est pas seulement un sujet très dangereux à aborder - qui s'apparente parfois à des reportages sur les conflits - mais il est devenu un cloaque de propagande d'entreprises émise par les industries polluantes, dont certaines sont des entités publiques géantes, ainsi que par leurs partenaires de désinformation installés dans la politique, le monde universitaire, les fondations « *à but non lucratif* » ET les médias eux-mêmes.

L'Unesco consacre cette année la Journée mondiale de la liberté de la presse à l'importance du journalisme et de la liberté d'expression dans le contexte de la crise environnementale mondiale. Comme l'affirme l'Unesco : « *Les journalistes indépendants, ainsi que les scientifiques, sont des acteurs essentiels pour aider nos sociétés à séparer les faits des mensonges et de la manipulation afin de prendre des décisions éclairées, y compris en matière de politiques environnementales. Les journalistes d'investigation mettent également en lumière les crimes environnementaux, dénoncent la corruption et les intérêts puissants, et paient parfois le prix ultime pour avoir fait leur travail.*

Alors que l'Inde, la plus grande démocratie du monde, organise des élections dix ans après l'arrivée de Narendra Modi au poste de premier ministre, Reporters sans frontières a constaté qu'au moins 13 des 28 journalistes tués en Inde depuis lors travaillaient sur des sujets liés à l'environnement, principalement à l'appropriation de terres et à l'exploitation minière illégale. Plusieurs ont été tués alors qu'ils enquêtaient sur ce qu'on appelle la

« *mafia du sable* », un réseau criminel organisé approvisionnant l'industrie de la construction. Reporters sans frontières a classé l'Inde au 161<sup>e</sup> rang sur 180 pays dans son Classement mondial de la liberté de la presse 2023.

Dans les pays du Sud, les journalistes et conférenciers autochtones, locaux ou indépendants sont particulièrement vulnérables à la violence et à l'intimidation lorsqu'ils travaillent dans des zones reculées sans soutien ni ressources adéquates. Tandis que dans les démocraties industrialisées du monde – celles qui ont ouvert la voie à l'extinction massive de la biodiversité, à la pollution et aux émissions de gaz à effet de serre provoquant une surchauffe de notre planète – les principaux médias aident les entreprises de combustibles fossiles et les encouragent activement en s'associant à elles.

Comme l'indique clairement un rapport des médias Drilled et DeSmog, de nombreux grands médias disposent « *d'un studio interne pour les marques, qui élabore des éditoriaux, des vidéos, voire des événements et des podcasts entiers pour les annonceurs, dont beaucoup sont des sociétés de combustibles fossiles* ». Des sociétés comme *Politico*, *Reuters*, *Bloomberg*, le *New York Times*, le *Washington Post* et le *Financial Times* créent toutes du contenu pour les compagnies pétrolières qui contredit directement ce que publient leurs journalistes sur le climat. Et nous savons, grâce à des recherches évaluées par des pairs, que moins d'un tiers des personnes peuvent réellement faire la différence entre un contenu publicitaire et un reportage.

Les journalistes, en particulier ceux qui couvrent la

crise climatique et l'effondrement des écosystèmes, doivent également faire face à ces énormes contradictions qui contrecarrent leurs efforts visant à impliquer et informer le public. Comment communiquer l'ampleur des dangers auxquels nous et notre planète sommes confrontés à un public mondial déjà accablé par un déferlement d'horreurs ?

Comment résister à ce qu'un politologue américain a qualifié de « *banalité du fou* » ? Il faisait référence à la rhétorique violente, sexiste et raciste de Donald Trump, si souvent entendue qu'elle suscite parfois à peine une réaction médiatique. Mais l'expression pourrait être utilisée pour décrire d'autres types de normes nouvelles dangereusement acceptables.

Il n'y a pas de réponse simple à tout cela. La liberté de la presse repose précisément sur cela. Cela dépend également de notre propre intégrité et de notre crédibilité.

1 – Le 3 mai 2024 était la Journée mondiale de la liberté de la presse.

**Auteur** : Farhana Haque Rahman, est vice-présidente d'IPS (Inter Press Service, une agence de presse internationale) et directrice pour l'Amérique du Nord. Elle fut élue directrice générale d'IPS de 2015 à 2019. Journaliste et experte en communication, elle est une ancienne haute fonctionnaire de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Fonds international de développement agricole.

**Sources** : IPS Bureau Onu

**Thématiques** : [politique](#)

**Rubrique** : Divers